

« LIVRE VERT »

VERS UNE STRATEGIE EUROPEENNE DE SECURITE D'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

POINT DE VUE DE LA C.F.T.C.

Le Livre Vert de la Commission Européenne sur l'approvisionnement énergétique de notre continent, est un important document de travail paru il y a quelques mois, et qui recueille actuellement le maximum de contributions.

Nous sommes heureux ici de participer au débat.

La CFTC se félicite de la parution de ce livre vert, indépendamment des directives en cours sur la libéralisation des secteurs électriques et gaziers et de notre désaccord sur les projets de la commission sur l'achèvement du marché intérieur.

Nous sommes sensibles au fait qu'il tienne compte de la protection de l'environnement et du climat, sans ignorer les difficultés structurelles de l'union pour garantir une sécurité satisfaisante de l'approvisionnement.

Nous ne pouvons que soutenir l'affirmation d'une politique énergétique européenne qui veut :

- assurer l'accès à l'énergie pour tous et garantir la fourniture : dans ce domaine nous réaffirmons notre volonté d'agir tant dans notre pays, en Europe que dans le monde pour l'accès au plus grand nombre à l'énergie, notamment électrique. C'est le sens de notre travail avec différents organismes en France, et de notre adhésion à l'association « Droit à l'énergie », à vocation mondiale.
- assurer la diversification des sources d'énergie : celle-ci doit se faire sans référence de choix idéologique entraînant le rejet de telle ou telle source au bénéfice d'une autre sans tenir compte des paramètres économiques et des impératifs sociaux.
- donner la priorité à la maîtrise des consommations : dans ce domaine une véritable politique d'économie d'énergie à l'échelle du continent doit être construite.
- intégrer la protection de l'environnement : les avancées et la coordination européenne en matière de lutte contre l'effet de serre est à noter positivement. Elle doit être renforcée comme doit être étudiée avec volontarisme, l'aide aux pays candidats en la matière.
- réguler le marché de l'énergie : face à une libéralisation aujourd'hui quasi anarchique, les autorités de régulation doivent sortir de leurs activités actuelles, plutôt « dérégulatrices », et organiser plus de prospectives et de concertations avec toutes les parties concernées, notamment les représentations des salariés, des consommateurs, des citoyens.

.../...

- développer le progrès social : outre les questions citées plus haut, le volet emploi doit être absolument priorisé. Rappelons que le secteur énergétique a perdu plus de 200 000 emplois en Europe au cours des seules 3 dernières années.
Des gisements d'emploi existent sans doute dans le domaine des services, de la recherche, des économies d'énergie, et de la protection de l'environnement.
- cette politique doit aussi prendre en compte les problèmes liés à la santé, à la sécurité des travailleurs et des citoyens dans ces domaines, comme à la sécurité des installations. Pour ces dernières, la normalisation européenne doit s'accélérer.

Il est regrettable que le Livre Vert mette davantage l'accent sur les risques de certaines productions plutôt que sur leurs facteurs de chance dans le domaine de l'indépendance.

Ainsi en est-il du charbon, qui aurait eu « un grand passé », et de l'énergie nucléaire considérée comme énergie « tombée en disgrâce ». De telles affirmations ne peuvent qu'accélérer l'idée qu'elles accréditent.

Le gaz naturel est « très apprécié » mais semble devenir suspect comme le pétrole, car soumis au danger de nouvelles dépendances liées aux importations.

Si la C.F.T.C. est d'accord qu'il faut analyser toutes les hypothèses, on ne peut affirmer que dans une proche voire moyenne échéance, la réduction de la dépendance énergétique proviendra des seules économies énergétiques et de l'emploi des énergies renouvelables.

Il y a donc simultanément à œuvrer pour une diversification des sources d'énergie, notamment par le développement des énergies renouvelables, pour la coopération opiniâtre et volontaire entre pays fournisseurs et consommateurs, notamment par des contrats de livraison à long terme, et laisser enfin dans le cadre de la subsidiarité, une marge de manœuvre suffisante aux Etats membres pour réorienter leurs options initiales.

La C.F.T.C. considère comme une chance le débat autour de la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'union européenne. C'est une chance non seulement pour les habitants de l'Union, au premier rang desquels les travailleurs mais aussi ceux des pays candidats à l'Union, et par référence ou exemple, beaucoup d'autres sur la planète.

La C.F.T.C. saisit cette opportunité comme elle vient de le faire en apportant sa contribution au Livre Bleu du Service Public d'EDF et récemment pour les distributeurs non nationalisés.